

Mariage gay : la France désunie

Publié le lundi 19 novembre 2012 à 10H40 - Vu 99 fois



Près de 500 personnes ont manifesté, samedi après-midi, devant la préfecture de l'Aisne, dont le jeune Benoît Taleu, dont l'intervention a été la plus poignante

LAON (Aisne). Le projet de « mariage pour tous » est loin de faire l'unanimité, parmi les Français, y compris chez les Axonais. Entre les « anti », les « pro » et ceux qui préfèrent rester en retrait de ce sujet trop brûlant.

Manifestation des opposants à Laon : « Nourrissez votre réflexion »

Ceux qui sont pour, ne changeront sans doute pas d'avis. Ceux qui s'y opposent bec et ongle, également. Reste, au milieu, ceux qui ne se sont jamais posés la question sur ce sujet du projet de loi sur le mariage pour tous. Samedi après-midi, les « anti » ont sorti leurs arguments en pleine rue, pile devant la préfecture.

Deux heures et demie de manifestation, d'explications, d'interventions tous azimuts, histoire, comme l'annonçait Xavier Lefèvre, responsable du collectif « Les enfants d'abord », émanation de la commission qui a traité ce sujet au niveau de l'UDAF, de « nourrir les réflexions ».

Certes, le public - 500 personnes au plus fort du rassemblement - était convaincu. Il n'y a pas eu de démonstration spectaculaire comme le baiser des deux jeunes femmes à Paris. Une foule bigarrée, mêlant politique plutôt de droite et d'extrême droite, catholiques fervents et simples curieux, a eu le droit à une huitaine d'interventions courtes, allant d'Isabelle Vasseur, présidente nationale de l'Agence française de l'adoption à celle d'un pédopsychiatre en retraite, le docteur Jean-Marie Nobecourt.

Primauté du désir de l'enfant

Mais samedi après-midi, l'intervention la plus poignante a été celle de Benoît Taleu, jeune garçon adopté, aujourd'hui âgé de 16 ans. « Un enfant en demande d'adoption, ce qu'il veut,

c'est un papa et une maman. Nous ne sommes pas des médicaments pour un couple qui aurait besoin d'un enfant. Pas un « stimuli » non plus. Les enfants ont besoin de parents, d'une famille équilibrée. Et non des parents qui ont envie d'avoir un enfant. Ce besoin de parents, pour l'enfant en voie d'adoption, passe avant tout. »

L'influence de l'adoption dans ce projet de loi a d'ailleurs été mise en avant. À la fois par ce témoignage, mais aussi par les mots d'Isabelle Vasseur : « Depuis 2005, il y a une baisse de 36 % du nombre d'enfants à adopter. Il est donc faux d'user de l'argument que d'ouvrir l'adoption au couple homosexuel permettra de multiplier les chances d'adoption. Surtout que les pays ouvrant à l'adoption pour les couples « homo » sont réduits : l'Afrique du Sud, le Brésil et certains états américains. La Belgique, qui autorise l'adoption pour les couples homosexuels, n'a eu aucune adoption de ce type venant de l'étranger. »

Implosion du mariage

Car le collectif ne s'est pas caché, qu'outre le mariage pour tous, il souhaite aussi lutter contre les conséquences : gestation pour autrui et procréation médicalement assistée. « L'enfant va vite se démarquer avec ses deux papas ou ses deux mamans », a déclaré le pédopsychiatre Jean-Marie Nobecourt, « à qui va-t-il s'identifier ? Et dans le cas d'un enfant adopté, on risque de rajouter souffrance à souffrance et fragilité à fragilité ! Que cela va-t-il engendrer sur le plan psychique ? »

Le collectif a ensuite amené le débat sur le terrain des conséquences dans les codes, qu'il soit civil, des familles ou de l'action sociale : « Cela touchera tout le monde, cette évolution, ou plutôt cette implosion du mariage. C'est une neutralisation de la différence homme - femme. Ici, l'orientation sexuelle prend le pas sur l'identité sexuelle », a rajouté Elise Moracchini, de l'Association des familles catholiques.

En fin de manifestation, après qu'Aude Bono ait lu le communiqué du sénateur maire de Laon, « opposé au mariage pour les couples de même sexe, mais favorable à une union civile à la mairie », une délégation est allée remettre au directeur de cabinet du préfet, un communiqué de presse relatant les arguments de ce collectif.

Stéphane MASSÉ

smasse@journal-lunion.fr